

REVUE DE PRESSE

Table des matières

CHEZ LES ADHERENTS DE L'UIMM, LA GUERRE EN UKRAINE DANS TOUTES LES TETES	2
L'USINE NOUVELLE – 10.03.22.....	2
UKRAINE-RUSSIE: LES INDUSTRIELS CRAIGNENT QUE LES PENURIES FREINENT LA TRANSITION ECOLOGIQUE .3	
AFP – 10.03.22.....	3
IMPLANTER UNE USINE, UNE AVENTURE COLLECTIVE	6
LA CROIX – 10.03.22	6
«IL VA Y AVOIR DES CONSEQUENCES TRES IMPORTANTES» : LA GUERRE EN UKRAINE INQUIETE FORTEMENT LES INDUSTRIELS FRANÇAIS	8
LE PARISIEN – 9.03.22.....	8
LES CANDIDATS DECLARENT LEUR PASSION A L'INDUSTRIE	10
LE FIGARO – 9.03.22.....	10
DIRECTS 9 MARS	12
MACRON PROGRESSE ENCORE DANS LES SONDAGES, LES CANDIDATS DEVANT LES INDUSTRIELS, LE RECAP DE CE MERCREDI	12
BIEN PUBLIC – 9.03.22	12
PRESIDENTIELLE. MACRON ENVISAGE DE REPOUSSER LA RETRAITE A 65 ANS, MELENCHON VEUT UNIR LA GAUCHE	12
QUEST FRANCE – 9.03.22	12

Chez les adhérents de l'UIMM, la guerre en Ukraine dans toutes les têtes

[L'Usine Nouvelle – 10.03.22](#)

Quatre candidats à la présidentielle se livraient ce 9 mars à un exercice désormais bien rôdé, le grand oral devant des dirigeants d'entreprises. Anne Hidalgo, Eric Zemmour, Marine Le Pen et Valérie Pécresse exposaient leur projet aux cadres et dirigeants de la métallurgie à l'initiative de l'UIMM à la Mutualité de Paris. Pas grand-chose de nouveau sur leur programme, mais certains ont rebondi sur la nouvelle situation géopolitique, qui était en revanche bien présente dans l'esprit des centaines d'industriels présents.

Eric Trappier, président de l'UIMM a donné le ton dès ses propos introductifs : « Après le Covid, une nouvelle crise est apparue. Elle est d'abord humanitaire. [...]. Mais il va y avoir des conséquences très importantes. La problématique énergétique, qui était déjà un sujet avant, va prendre des proportions énormes. Dans les sanctions, des filières sont touchées comme l'aéronautique, mais la question touche aussi les approvisionnements. L'inflation va monter. Nous faisons la cartographie de toutes ces problématiques en cellule de crise à l'Élysée et à Matignon. »

Crise de l'offre

Dans la salle, des responsables d'entreprises qui ne sont pas implantés en Russie subissent déjà le contrecoup de la guerre. Le sous-traitant automobile Gris group, implanté en Lorraine et en Allemagne voit ses volumes baisser à cause des arrêts de ligne de son client allemand Volkswagen, qui affronte lui-même des ruptures de livraisons de pièces venues d'Ukraine. Gris group a également des soucis avec un de ces fournisseurs qui s'approvisionne en acier au carbone en Russie. Alexandre Saubot, président de France Industrie et de l'ETI Haulotte, qui dispose d'une petite filiale de commercialisation en Russie, témoigne que tout s'est arrêté pour sur place : « Quasiment plus aucun camion n'arrive là-bas. Ce n'est pas tellement un problème de demande pour moi, car c'était un petit chiffre d'affaire et comme je suis en mode pénurie de machines, ce que je ne vends pas là-bas, je le vendrai ailleurs. Je suis plus inquiet par la hausse du prix de l'énergie, les métaux critiques, les matières premières agricoles. C'est une crise de l'offre, pas de la demande, qui arrive. »

Même chez ceux qui n'ont pas d'activité de production comme Alcatel entreprise, on s'inquiète d'effets indirects. Un cadre de cette entreprise s'interroge : « le coût des data centers va augmenter avec celui de l'électricité. Et nous risquons d'avoir des salariés qui ne veulent pas revenir au bureau car ils ne veulent plus payer le transport si le coût du carburant flambe. Le confinement leur a démontré qu'ils pouvaient télétravailler ».

Souveraineté française ou européenne

Côté candidats, le sujet a été plus ou moins évoqué. Eric Zemmour n'a pas spécialement rebondi sur l'actualité même s'il a justifié sa volonté de sortir du commandement intégré de l'OTAN face à l'interpellation d'un dirigeant qui trouvait cette idée pas forcément pertinente par ces temps troublés. Anne Hidalgo qui a insisté sur l'urgence de la transition écologique, avec des investissements publics, a estimé que « la crise ukrainienne imposait d'aller beaucoup plus vite et beaucoup plus loin sur la question de l'énergie et sur la sortie de la dépendance aux énergies fossiles ». Elle a rappelé qu'elle était favorable à un embargo sur le

gaz russe. Et alerté sur les problématiques de la sécurité du nucléaire remis sur le devant de la scène par l'attaque des centrales ukrainiennes.

La question de la souveraineté a été au cœur des discours de Marine Le Pen et Valérie Pécresse mais quand la première voit dans l'Europe un handicap, la seconde compte dessus. « La guerre en Ukraine révèle l'impasse stratégique dans laquelle les politiques françaises et européennes nous ont mis, en particulier la dépendance envers les ressources énergétique, agricoles et d'autres matières premières de la Russie », a déclaré Marine Le Pen. De son côté, Valérie Pécresse a estimé que « la question de la souveraineté s'appréhende d'abord au niveau français et bien évidemment au niveau européen parce que l'Europe c'est l'échelle d'un continent et c'est l'échelle grâce à laquelle on peut se battre à armes égales vis-à-vis des Etats-Unis, de la Chine, des empires et aujourd'hui l'empire russe ». En revanche toutes les deux s'accordent pour revoir le fonctionnement du marché de l'énergie européen qui impose un prix supérieur au coût réel de la production électrique française. Une position ultra consensuelle chez les candidats à l'élection présidentielle.

Ukraine-Russie: les industriels craignent que les pénuries freinent la transition écologique

AFP – 10.03.22

Ukraine-Russie: les industriels craignent que les pénuries freinent la transition écologique

[industrie](#) | [matières-premières](#) | [métaux](#) | [automobile](#) | [aérospatiale](#) | [alimentation](#) | [énergie](#) | [climat](#) | [environnement](#) | [conflit](#) | [Ukraine](#) | [Russie](#) | [élections](#) | [France2022](#) | [présidentielle](#) | [entreprises](#)

Paris, France | AFP | 10/03/2022 09:02 UTC+1
par Isabel MALSANG

Avec la flambée des prix de l'énergie et des matières premières depuis l'invasion russe de l'Ukraine, certains industriels français craignent que la transition écologique ne soit retardée, et s'inquiètent pour la relance industrielle.

"Le cours du nickel explose alors que les constructeurs se sont lancés dans la transition vers l'électrique" et ont besoin de ce métal stratégique pour les batteries des voitures, a souligné mercredi Eric Trappier, PDG du groupe Dassault Aviation et président de l'UIMM, lors du grand oral qu'a fait passer cette organisation patronale de la métallurgie aux candidats à la présidentielle.

"Avant que le tuyau ne se vide complètement, il va se passer quelques semaines, mais on risque des ruptures de stock entre juin et septembre", estime Bruno Russo, PDG de la PME strasbourgeoise Esaris qui fabrique des composants pour l'aéronautique, présent à la manifestation.

Nickel, mais aussi titane très utilisé dans l'aéronautique pour sa robustesse et sa légèreté, acier ou aluminium, la plupart des métaux industriels flambent sur le marché de Londres depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie il y a tout juste deux semaines, en raison notamment des sanctions appliquées par l'Occident à la Russie, pourvoyeur de ces métaux.

"J'avoue avoir découvert il y a deux semaines que le nickel qu'on utilise dans les batteries était surtout russe", admet le patron d'un groupe constructeur de bus, un brin embarrassé, en requérant l'anonymat.

Faute de métaux stratégiques pour fabriquer les batteries des véhicules électriques, "la guerre va retarder la transition énergétique", juge-t-il.

- "Période transitoire compliquée" -

"On est pourtant sur un secteur porteur avec les batteries électriques, mais le nickel, le lithium ou les terres rares sont un vrai sujet. Et toute cette crise risque de favoriser la Chine, en avance sur la voiture électrique depuis 20 ans, qui continue, elle, de converser avec la Russie", avance-t-il.

"Si on est trop dépendant d'autres puissances pour vivre, on peut se demander à quoi bon voter", lâche pour sa part Hervé Bauduin, président de l'UIMM Lorraine, qui défend à fond "le nucléaire" comme source de souveraineté énergétique pour la France.

De fait, la seule hausse des prix de l'énergie pèse pour 60% dans l'excédent brut d'exploitation des entreprises du secteur de la chimie et pour 72% dans celui des groupes sidérurgiques, très utilisateurs de gaz, ou d'énergie en général, a calculé Denis Ferrand, directeur général de Rexecode, devant un parterre de plusieurs centaines de patrons membres de l'UIMM venus de toute la France.

À la Mutualité à Paris, ils ont écouté mercredi toute la journée les propositions de quatre candidats à la présidentielle en matière d'industrie: Eric Zemmour, Anne Hidalgo, Marine Le Pen et Valérie Pécresse. Les huit autres n'étaient pas venus.

"Je retiens l'unanimité des quatre présents pour insister sur l'importance de l'industrie pour les prochaines années et d'arrêter la désindustrialisation à l'œuvre", se rassure Bruno Berthet, PDG de la société Rafaut Group à l'issue des présentations.

Mais le tableau est chargé pour une industrie convalescente après plusieurs décennies de désindustrialisation suivies de deux ans de crise du Covid-19.

Face au "choc énergétique (...) il va falloir qu'on trouve les méthodes pour aller de l'avant", avance M. Trappier, qui fait partie de la "cellule de crise" mise en place par l'Élysée et Matignon pour "cartographier" les besoins énergétiques des entreprises françaises et leur "dépendance vis-à-vis de la Russie", afin de déclencher des aides "ciblées" et un plan de "résilience".

Les hausses vertigineuses des prix de l'énergie et des métaux vont "générer en plus un choc inflationniste fort dans un contexte où l'inflation était arrivée déjà après la Covid et la relance", ajoute le responsable: "Il va falloir rebâtir des filières pour éviter de repasser par la dépendance russe, simplement il va y avoir une période transitoire compliquée."

Paris (AFP) - Avec la flambée des prix de l'énergie et des matières premières depuis l'invasion russe de l'Ukraine, certains industriels français craignent que la transition écologique ne soit retardée, et s'inquiètent pour la relance industrielle.

"Le cours du nickel explose alors que les constructeurs se sont lancés dans la transition vers l'électrique" et ont besoin de ce métal stratégique pour les batteries des voitures, a souligné mercredi Éric Trappier, PDG du groupe Dassault Aviation et président de l'UIMM, lors du grand oral qu'a fait passer cette organisation patronale de la métallurgie aux candidats à la présidentielle.

"Avant que le tuyau ne se vide complètement, il va se passer quelques semaines, mais on risque des ruptures de stock entre juin et septembre", estime Bruno Russo, PDG de la PME strasbourgeoise Esaris qui fabrique des composants pour l'aéronautique, présent à la manifestation.

Nickel, mais aussi titane très utilisé dans l'aéronautique pour sa robustesse et sa légèreté, acier ou aluminium, la plupart des métaux industriels flambent sur le marché de Londres depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie il y a tout juste deux semaines, en raison notamment des sanctions appliquées par l'Occident à la Russie, pourvoyeur de ces métaux. "J'avoue avoir découvert il y a deux semaines que le nickel qu'on utilise dans les batteries était surtout russe", admet le patron d'un groupe constructeur de bus, un brin embarrassé, en requérant l'anonymat.

Faute de métaux stratégiques pour fabriquer les batteries des véhicules électriques, "la guerre va retarder la transition énergétique", juge-t-il.

- "Période transitoire compliquée" -

"On est pourtant sur un secteur porteur avec les batteries électriques, mais le nickel, le lithium ou les terres rares sont un vrai sujet. Et toute cette crise risque de favoriser la Chine, en avance sur la voiture électrique depuis 20 ans, qui continue, elle, de converser avec la Russie", avance-t-il.

"Si on est trop dépendant d'autres puissances pour vivre, on peut se demander à quoi bon voter", lâche pour sa part Hervé Bauduin, président de l'UIMM Lorraine, qui défend à fond "le nucléaire" comme source de souveraineté énergétique pour la France.

De fait, la seule hausse des prix de l'énergie pèse pour 60% dans l'excédent brut d'exploitation des entreprises du secteur de la chimie et pour 72% dans celui des groupes sidérurgiques, très utilisateurs de gaz, ou d'énergie en général, a calculé Denis Ferrand, directeur général de Rexecode, devant un parterre de plusieurs centaines de patrons membres de l'UIMM venus de toute la France.

À la Mutualité à Paris, ils ont écouté mercredi toute la journée les propositions de quatre candidats à la présidentielle en matière d'industrie: Éric Zemmour, Anne Hidalgo, Marine Le Pen et Valérie Pécresse. Les huit autres n'étaient pas venus.

"Je retiens l'unanimité des quatre présents pour insister sur l'importance de l'industrie pour les prochaines années et d'arrêter la désindustrialisation à l'oeuvre", se rassure Bruno Berthet, PDG de la société Rafaut Group à l'issue des présentations.

Mais le tableau est chargé pour une industrie convalescente après plusieurs décennies de désindustrialisation suivies de deux ans de crise du Covid-19.

Face au "choc énergétique (...) il va falloir qu'on trouve les méthodes pour aller de l'avant", avance M. Trappier, qui fait partie de la "cellule de crise" mise en place par l'Élysée et Matignon pour "cartographier" les besoins énergétiques des entreprises françaises et leur "dépendance vis-à-vis de la Russie", afin de déclencher des aides "ciblées" et un plan de "résilience".

Les hausses vertigineuses des prix de l'énergie et des métaux vont "générer en plus un choc inflationniste fort dans un contexte où l'inflation était arrivée déjà après la Covid et la relance", ajoute le responsable : "Il va falloir rebâtir des filières pour éviter de repasser par la dépendance russe, simplement il va y avoir une période transitoire compliquée."

Implanter une usine, une aventure collective

La Croix – 10.03.22

Implanter une usine, une aventure collective

Les assises du « Produire en France » se tiennent vendredi 11 et samedi 12 mars à Bordeaux, alors que tous les candidats à la présidentielle plaident pour la réindustrialisation.

La création d'un site industriel doit être bien anticipée pour réussir.

L'usine est devenue un lieu si tendancieux que tous les candidats à la présidentielle sont venus clamer leur attachement à l'industrie devant le millier de chefs d'entreprise réunis par l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM), mercredi 9 mars à la Mutualité, à Paris. Alors que le pays a perdu, au cours des vingt dernières années, un million d'emplois industriels, le « made in France » sera de nouveau célébré lors des assises du « Produire en France », vendredi 11 et samedi 12 mars à Bordeaux. Ce retour en grâce de l'usine, partagé par les industriels et les pouvoirs publics, doit cependant composer avec la nécessité d'instruire des dossiers de plus en plus complexes.

L'exécutif met en avant la baisse des impôts de production, un assouplissement des règles du marché du travail pour lever les freins à la reprise d'une activité industrielle. « Les chefs d'entreprise le reconnaissent et ces analyses macroéconomiques, sans disparaître, sont en train de passer en arrière-plan », avance François Blouvac, responsable du programme « territoires d'industrie » à la Banque des territoires. Leurs préoccupations sont davantage tournées vers l'accessibilité au foncier, la rapidité d'installation, la formation et les enjeux d'impact environnemental de l'activité.

Pour un industriel, l'obtention d'un permis de construire n'est qu'un élément du projet d'installation. Le plus gros travail consiste en l'instruction d'un dossier ICPE (installation classée pour la protection de l'environnement), dont l'épaisseur va être déterminée par le type d'activité et plusieurs cri-

ères techniques : surface d'entreposage, quantité de matières stockées, niveau de puissance électrique requis... Une expertise qui varie, le plus souvent, sur quatre saisons.

« Chacun de nos dossiers fait entre 1 000 et 1 500 pages », sourit Fabien Charbonnel, directeur général de Com'In'Us. Il faut y consacrer des moyens. « Après un premier site à Tonnacien (Lot-et-Garonne) ouvert en 2018, ce jeune spécialiste de la production de ciment en a ouvert un deuxième à Portes-sur-Vallée

(Drôme) en 2021 : il a alors été appelé à trouver des solutions pour protéger une espèce endémique de papillon, l'azuré du serpolet. « Nous avons positionné les bâtiments pour protéger cette espèce », explique Fabien Charbonnel. Pour compenser notre impact, nous avons passé une convention avec la Compagnie nationale du Rhône (CNR), qui approuve les terrains, et une association environnementale, pour réverter ses habitats pour l'azuré. »

Ces dernières années, les exigences sont devenues de plus en plus importantes, selon le dirigeant, qui les juge toutefois « normales ». « Les industriels ont encore tendance à voir ces contraintes comme insurmontables, estime Fabien Charbonnel. Vouloir aller trop vite fait courir le risque de se retrouver au tribunal administratif. Il faut anticiper, notamment en dialoguant avec le élus et la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (la DREAL est l'interlocuteur des dossiers ICPE, NDLR) ».

Un constat partagé par Fanny Kojan, fondatrice et présidente d'Anzobon, qui vise à remplacer les pesticides par des produits naturels fabriqués à partir de bois de vigne.

Après une première installation en Bretagne, elle prévoit la construction d'une usine au Thier (Vaucluse). « Les élus sont plus qu'enthousiastes à l'idée d'accueillir une usine, explique la jeune femme, et je suis très aidée par le préfet à la relance qui m'aide à décaler les institutions à contacter. Mais un effort serait nécessaire pour fluidifier les liens entre les différents acteurs de la DREAL. » La DREAL est également attentive à ses futurs besoins en main-d'œuvre. Des accords avec des organismes de formation délivrant des BTS ou offrant la possibilité d'un apprentissage sont déjà passés, alors que l'usine ne fonctionnera qu'à partir de 2024.

La création d'un site industriel est donc bien une aventure collective, qu'il est bon de ne pas entreprendre seul. « En Bretagne, nous avons appris de l'erreur de faire tout nous-même », résume Fanny Kojan. Par exemple, diriger différents corps de métier pour aménager l'usine est un métier en soi, et nous avons préféré faire appel à un cabinet pour cela au Vaucluse. » Pour encourager les implantations, le gouvernement a la bourse à l'usine dite « cône en main », dont les procédures relatives aux recherches archéologiques et environnementales, incluses dans le dossier ICPE, ont été effectuées en amont.

Romain Sobell



repères

En 2021, plus d'usines créées que fermées

L'an dernier, la France a ouvert une centaine d'usines de plus qu'elle n'en a fermées.

Un tel solde positif n'avait été enregistré qu'en 2017 et 2018 depuis l'explosion des fermetures d'usines, en 2009, consé-

cutive à la crise de 2008. De 2010 à 2015, la perte avait été de 400 usines au total ; entre 2016 et 2021, le gain avait été de 120 usines.

On dénombre un peu plus de 3 millions d'emplois dans l'industrie, répartis dans 260 000 entreprises, dont 90 % sont des PME et TPE.

Le poids de l'industrie dans le PIB est de 13,5 %.

Pour inclure vos élus : Elia Kozłowski +33 1 53 53 53 53 Estimation gratuite en

Espace Tâche - 37 rue

Les assises du « Produire en France » se tiennent vendredi 11 et samedi 12 mars à Bordeaux, alors que tous les candidats à la présidentielle plaident pour la réindustrialisation. La création d'un site industriel doit être bien anticipée pour réussir.

L'usine est devenue un lieu si tendancieux que tous les candidats à la présidentielle sont venus clamer leur attachement à l'industrie devant le millier de chefs d'entreprise réunis par l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM), mercredi 9 mars à la Mutualité, à Paris. Alors que le pays a perdu, au cours des vingt dernières années, un million d'emplois industriels, le « made in France » sera de nouveau célébré lors des assises du « Produire en France », vendredi 11 et samedi 12 mars à Bordeaux. Ce retour en grâce de l'usine, partagé par les industriels et les pouvoirs publics, doit cependant composer avec la nécessité d'instruire des dossiers de plus en plus complexes.

L'exécutif met en avant la baisse des impôts de production, un assouplissement des règles du marché du travail pour lever les freins à la reprise d'une activité industrielle. « Les chefs d'entreprise le reconnaissent et ces analyses macroéconomiques, sans disparaître, sont en train de passer en arrière-plan », avance François Blouvac, responsable du programme « territoires d'industrie » à la Banque des territoires. Leurs préoccupations sont davantage tournées vers l'accessibilité au foncier, la rapidité d'installation, la formation et les enjeux d'impact environnemental de l'activité. »

Pour un industriel, l'obtention d'un permis de construire n'est qu'un élément du projet d'installation. Le plus gros travail consiste en l'instruction d'un dossier ICPE (installation

classée pour la protection de l'environnement), dont l'épaisseur va être déterminée par le type d'activité et plusieurs critères techniques : surface d'entreposage, quantité de matières stockées, niveau de puissance électrique requis... Une expertise qui s'étale, le plus souvent, sur quatre saisons.

« *Chacun de nos dossiers fait entre 1 000 et 1 500 pages, sourit Fabien Charbonnel, directeur général de Cem'In'Eu. Il faut y consacrer des moyens.* » Après un premier site à Tonneins (Lot-et-Garonne) ouvert en 2018, ce jeune spécialiste de la production de ciment en a ouvert un deuxième à Portes-les-Valence (Drôme) en 2021 : il a alors été appelé à trouver des solutions pour protéger une espèce endémique de papillon, l'azuré du serpolet. « *Nous avons positionné les bâtiments pour protéger cette espèce, explique Fabien Charbonnel. Pour compenser notre impact, nous avons passé une convention avec la Compagnie nationale du Rhône (CNR), à qui appartiennent les terrains, et une association environnementale, pour recréer un habitat pour l'azuré.* »

Ces dernières années, les exigences sont devenues « *de plus en plus importantes* », selon le dirigeant, qui les juge toutefois « *normales* ». « *Les industriels ont encore tendance à voir ces contraintes comme insurmontables, estime Fabien Charbonnel. Vouloir aller trop vite fait courir le risque de se retrouver au tribunal administratif. Il faut anticiper, notamment en dialoguant avec les élus et la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (la Dreal est l'interlocuteur des dossiers ICPE, NDLR)* » .

Un constat partagé par Fanny Rolet, fondatrice et présidente d'Antofénol, qui vise à remplacer les pesticides par des produits naturels fabriqués à partir de bois de vigne. Après une première installation en Bretagne, elle prévoit la construction d'une usine au Thor (Vaucluse). « *Les élus sont plus qu'enthousiastes à l'idée d'accueillir une usine, explique la jeune femme, et je suis très aidée par le préfet à la relance qui m'aide à décoder les institutionnels à contacter. Mais un effort serait bienvenu pour fluidifier les liens entre les différents acteurs de la Dreal.* » La dirigeante est également attentive à ses futurs besoins en main-d'oeuvre. Des accords avec des organismes de formation délivrant des BTS ou offrant la possibilité d'un apprentissage sont déjà passés, alors que l'usine ne fonctionnera qu'à partir de 2024.

La création d'un site industriel est donc bien une aventure collective, qu'il est bon de ne pas envisager seul. « *En Bretagne, nous avons appris de l'erreur de faire tout nous-mêmes, résume Fanny Rolet. Par exemple, diriger différents corps de métier pour aménager l'usine est un métier en soi, et nous avons préféré faire appel à un cabinet pour celle du Vaucluse.* » Pour encourager les implantations, le gouvernement a labellisé 127 sites dits « clés en main », dont les procédures relatives aux recherches archéologiques et environnementales, incluses dans le dossier IPCE, ont été effectuées en amont.

« Il va y avoir des conséquences très importantes » : la guerre en Ukraine inquiète fortement les industriels français

[Le Parisien – 9.03.22](#)

Réunis à la Maison de la Mutualité ce mercredi, les adhérents de la puissante fédération de la métallurgie (UIMM) se préoccupaient des retombées économiques de la guerre en Ukraine qui intervient après la crise sanitaire du Covid.

À quelques semaines près, l'exercice aurait pu se tenir les yeux braqués vers un avenir potentiellement radieux. À la sortie de crise du Covid (loin d'être totalement derrière nous) s'est substituée l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Et ce qui devait être une traditionnelle audition des candidats à la présidentielle par la puissante fédération patronale des industries de la métallurgie (UIMM) — Emmanuel Macron étant absent — a pris un caractère de gravité avec l'ombre de Vladimir Poutine qui plane au-dessus de toutes les têtes. Ce mercredi, le millier de patrons et représentants de la fine fleur de l'industrie lourde française réunis à la Maison de la Mutualité, à Paris (Ve), dans le cadre de cet événement appelé « #France2027 », semblaient plus préoccupés par la situation internationale et ses retombées économiques que par le contenu des programmes économiques des challengers en lisse pour le prochain quinquennat. « Depuis le 24 février avec l'invasion de l'Ukraine, notre perception est celle d'une crise d'une gravité majeure », nous confie Bruno Berthet, le président du groupement des industries métallurgiques d'Île de France.

« Cette crise, c'est l'Ukraine, et elle est majeure »

Le nouveau président de l'UIMM, Éric Trappier, plus connu comme dirigeant de l'entreprise Dassault Aviation, a d'ailleurs d'entrée de jeu évoqué la guerre qui vient tout chambouler. « C'est de ce lot quotidien (*la crise du coronavirus*), qui nous a occupés depuis deux ans, dont nous avons surtout prévu de parler aujourd'hui, mais une nouvelle crise est apparue. Cette crise, c'est l'Ukraine, et elle est majeure », a-t-il déclaré dans son discours d'ouverture.

« Il va y avoir des conséquences très importantes. La problématique énergétique prend aujourd'hui des proportions énormes », alerte le grand patron, évoquant « un certain nombre de dépendances énergétiques » vis-à-vis de la Russie, dont « une dépendance sur le gaz ». Et d'évoquer en filigrane le scénario que beaucoup redoutent, avec les contre-sanctions possiblement envisagées par le Kremlin. « Si l'approvisionnement du gaz russe s'arrêtait, nous serions dans une difficulté extrême pour faire tourner nos entreprises et chauffer nos maisons », a-t-il insisté. Alors que les États-Unis — qui viennent de décider un embargo sur le gaz russe — ont une quasi-indépendance énergétique vis-à-vis de la Russie, la situation de l'Europe est en effet tout autre.

Les matières premières russes vont manquer

D'ores et déjà, l'effet boomerang des sanctions économiques européennes et occidentales est tangible dans un certain nombre d'entreprises françaises. Dassault Aviation, par exemple, a vu toutes ses commandes d'avions privés pour ses clients russes stoppées. Le groupe Renault, qui est très implanté en Russie, va lui aussi en voir les effets sur son chiffre d'affaires. Plus largement avec les cours du titane mais surtout du nickel qui explosent, alors que les constructeurs se sont lancés dans la transition vers l'électrique, ce sont les filières aéronautiques et automobiles qui vont être impactées, redoute le président de l'UIMM.

Des sujets qui font partie des discussions menées au sein de la cellule de crise de l'Élysée, mais aussi à Matignon, où l'on s'active à la préparation de plan « résilience », très ciblé sur les entreprises impactées, qui devrait être annoncé la semaine prochaine. Pour cela, il s'agit d'identifier les enjeux de ces sanctions, et leurs retombées filières par filières. « Cela va poser des questions de court terme — stocks, combien de temps on tient — et de moyen terme — comment reconfigurer pour passer cette crise qui va être longue », explique encore Éric Trappier.

Sans oublier le volet inflation qui va repartir et toucher les entreprises : prix du gaz multiplié par 10, prix du pétrole même s'il y a moins de problèmes sur le pétrole que sur le gaz, précise l'UIMM... Des conséquences en chaîne qui touchent aussi d'autres secteurs, comme l'agriculture, car il va manquer d'un certain nombre de céréales, et pour l'élevage de certains animaux, pour lequel du gaz est aussi nécessaire.

La crise, un danger ou une opportunité ?

« On est en train de faire la cartographie de ces problématiques, dans le cadre de France Industrie, et en cellule de crise à l'Élysée et à Matignon. Hier encore, j'ai passé trois heures à élaborer cette cartographie et explorer des solutions, comme décaler les PGE (*prêts garantis par l'État*) pour être capable d'alléger la facture sur du court terme, mais le vrai sujet, c'est le moyen terme », a précisé Éric Trappier devant ses adhérents.

« Ce que l'on ne sait pas, c'est mesurer l'impact économique de l'adaptation à cette nouvelle donne. Comment les ménages vont se comporter ? Et quelle sera la réponse des politiques publiques ? » interroge Denis Ferrand, économiste de l'institut patronal Rexecode. Et d'avouer : « Ces crises sont toujours très compliquées à gérer. » Certes, la capacité de « résilience » de l'industrie a été importante lors de la crise du Covid, il n'y a pas eu d'effondrement grâce au fameux « quoi qu'il en coûte » décidé par le gouvernement.

Qu'en sera-t-il avec cette nouvelle crise ? « En chinois, le mot crise s'écrit avec deux idéogrammes, rappelle Bruno Berthet, le président de Rafaut group (aéronautique) et du GIM, le premier veut dire *danger*, le deuxième signifie *opportunité*, notamment pour notre indépendance énergétique et notre souveraineté. » Reste la question que tous se posent : jusqu'où ira Vladimir Poutine ?

Les candidats déclarent leur passion à l'industrie

[Le Figaro – 9.03.22](#)

Les candidats déclarent leur passion à l'industrie

Zemmour, Hidalgo, Le Pen et Péresse ont décliné leur programme devant les chefs d'entreprise de l'UIMM.

L'industrie c'est une question de souveraineté du pays et le message semble passer petit à petit. Il s'est invité dans les débats et c'est très important pour nous

ERIC TRAPPIER, PRÉSIDENT DE L'UIMM

ANNE-HÉLÈNE POMMIER
@ahpommier1

PRÉSIDENTIELLE Il faut bien faire comme si. Comme si, après deux années de secousses dues à la crise sanitaire dont l'économie commençait juste à se relever, la guerre n'avait pas éclaté aux portes de l'Europe. Comme si la campagne électorale pour l'élection présidentielle pouvait encore se dérouler normalement. Alors, mercredi, à la Maison de la Mutualité à Paris, quatre candidats à la succession d'Emmanuel Macron se sont une nouvelle fois pliés à l'exercice rituel des auditions publiques.

L'invitation lancée - pour la première fois - par l'UIMM, la puissante organisation patronale qui représente 42000 entreprises industrielles (métallurgie, aéro-

nautique, automobile électronique), était bien sûr beaucoup plus large. Mais à un mois du premier tour, les agendas contraints n'ont pas permis à tous les invités de répondre présents. Et notamment à Emmanuel Macron, que le millier de chefs d'entreprise, dans la salle ou devant leurs écrans, étaient pourtant impatients de questionner sur son programme... tout en comprenant bien qu'il soit accaparé par le conflit ukrainien.

Éric Zemmour (Reconquête!), Anne Hidalgo (PS), Marine Le Pen (RN) et Valérie Péresse (LR) ont donc été les seuls à pouvoir décliner leurs propositions avec l'objectif unanime de refaire de la France une fière nation industrielle après des décennies de déclin. «L'industrie c'est une question de souveraineté du pays et le message semble passer petit à petit. Il s'est

invité dans les débats et c'est très important pour nous car nous venons d'une longue décroissance par rapport à nos voisins et au reste du monde et il nous fallait identifier ces problématiques», s'est réjoui Éric Trappier, président de l'UIMM.

«Les pros de la politique»

Désormais rodés à l'exercice, les quatre candidats ont donc décliné pendant un quart d'heure leur vision de l'industrie. C'est là que l'on voit très clairement les pros de la politique, ils avaient tous bien préparé leur pitch», s'amusait Frédérique Le Drogo. La déléguée générale de l'UIMM Finistère a, en revanche, beaucoup apprécié les échanges qui ont suivi chaque intervention. Un jeu de questions-réponses qui a permis aux chefs d'entreprise de déceler de réelles différences entre les programmes des candidats qui

ont, de l'avis général, plutôt bien identifié les problématiques et ne «faisaient pas semblant de s'intéresser au sujet», relevait Éric Le Chelard DRH d'Alcatel-Lucent Enterprise.

Baisse des impôts de production, réduction des charges, réforme de la formation pour répondre aux difficultés de recrutement, instauration d'une souveraineté énergétique pour contrer l'envolée des prix matières premières et de l'énergie liée au conflit ukrainien... les quatre candidats ont su capter l'attention de leur auditoire. «Tous ont fait de gros efforts. Même Éric Zemmour, qui dit des choses nau-séabondes, a travaillé son raisonnement», s'étonnait Bruno Russo, PDG du groupe Esaris Industries.

Anne Hidalgo a, comme le mois dernier devant les chefs d'entre-

prise du Medef, tenté d'expliquer sa vision d'une industrie construite autour d'«odyssées». «Le n'ai pas saisi. D'ailleurs, il y en a qui ne sont pas revenus de leur odyssée», a lâché, taquine, Sabine Tertre, dirigeante d'une PME dans le secteur aéronautique. Plus concrètes, Marine Le Pen puis Valérie Péresse ont davantage intéressé l'assemblée de patrons. «Évidemment nous avons des a priori, cela ne va pas nous faire changer d'avis sur les candidats, mais certaines idées sont intéressantes pour le débat», notait Frédérique Le Drogo... avant de résumer l'opinion la mieux partagée, ce mercredi, à la Mutualité: «Cet événement, c'était surtout pour nous tous l'occasion de nous retrouver après deux années d'éloignement, et cela fait beaucoup de bien.» ■

Zemmour, Hidalgo, Le Pen et Péresse ont décliné leur programme devant les chefs d'entreprise de l'UIMM.

Il faut bien faire comme si. Comme si, après deux années de secousses dues à la crise sanitaire dont l'économie commençait juste à se relever, la guerre n'avait pas éclaté aux portes de l'Europe. Comme si la campagne électorale pour l'élection présidentielle pouvait encore se dérouler normalement. Alors, mercredi, à la Maison de la Mutualité à Paris, quatre candidats à la succession d'Emmanuel Macron se sont une nouvelle fois pliés à l'exercice rituel des auditions publiques.

L'invitation lancée - pour la première fois - par l'UIMM, la puissante organisation patronale qui représente 42.000 entreprises industrielles (métallurgie, aéronautique, automobile électronique), était bien sûr beaucoup plus large.

Mais à un mois du premier tour, les agendas contraints n'ont pas permis à tous les invités de répondre présents. Et notamment à Emmanuel Macron, que le millier de chefs d'entreprise, dans la salle ou devant leurs écrans, étaient pourtant impatients de questionner sur son programme... tout en comprenant bien qu'il soit accaparé par le conflit ukrainien.

Éric Zemmour (Reconquête!), Anne Hidalgo (PS), Marine Le Pen (RN) et Valérie Péresse (LR) ont donc été les seuls à pouvoir décliner leurs propositions avec l'objectif unanime de refaire de la France une fière nation industrielle après des décennies de déclin. «L'industrie c'est une question de souveraineté du pays et le message semble passer petit à petit. Il s'est invité dans les débats et c'est très important pour nous car nous venons d'une longue décroissance par rapport à nos voisins et au reste du monde et il nous fallait identifier ces problématiques», s'est réjoui Éric Trappier, président de l'UIMM.

«Les pros de la politique»

Désormais rodés à l'exercice, les quatre candidats ont donc décliné pendant un quart d'heure leur vision de l'industrie. C'est là que l'on voit très clairement les pros de la politique, ils avaient tous bien préparé leur pitch», s'amusait Frédérique Le Drogo. La déléguée générale de l'UIMM

Finistère a, en revanche, beaucoup apprécié les échanges qui ont suivi chaque intervention. Un jeu de questions-réponses qui a permis aux chefs d'entreprise de déceler de réelles différences entre les programmes des candidats qui ont, de l'avis général, plutôt bien identifié les problématiques et ne *«faisaient pas semblant de s'intéresser au sujet»*, relevait Éric Le Chelard DRH d'Alcatel-Lucent Enterprise.

Baisse des impôts de production, réduction des charges, réforme de la formation pour répondre aux difficultés de recrutement, instauration d'une souveraineté énergétique pour contrer l'envolée des prix matières premières et de l'énergie liée au conflit ukrainien... les quatre candidats ont su capter l'attention de leur auditoire. *«Tous ont fait de gros efforts. Même Éric Zemmour, qui dit des choses nauséabondes et fait des promesses non financées, a travaillé son raisonnement»*, s'étonnait Bruno Russo, PDG du groupe Esaris Industries.

Anne Hidalgo a, comme le mois dernier devant les chefs d'entreprise du Medef, tenté d'expliquer sa vision d'une industrie construite autour d'*«odyssées»*. *«Je n'ai pas saisi. D'ailleurs, il y en a qui ne sont pas revenus de leur odyssée»*, a lâché, taquine, Sabine Tertre, dirigeante d'une PME dans le secteur aéronautique. Plus concrètes, Marine Le Pen puis Valérie Pécresse ont davantage intéressé l'assemblée de patrons. *«Évidemment nous avons des a priori, cela ne va pas nous faire changer d'avis sur les candidats, mais certaines idées sont intéressantes pour le débat»*, notait Frédérique Le Drogo... avant de résumer l'opinion la mieux partagée, ce mercredi, à la Mutualité: *«Cet événement, c'était surtout pour nous tous l'occasion de nous retrouver après deux années d'éloignement, et cela fait beaucoup de bien.»*

Directs 9 mars

Macron progresse encore dans les sondages, les candidats devant les industriels, le récap de ce mercredi

[Bien public – 9.03.22](#)

13h21 : Les candidats passent leur grand oral devant les chefs d'entreprises industrielles

Plusieurs candidats sont attendus sur la scène préparée à l'occasion de la conférence de l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM). Eric Zemmour est le premier prétendant à intervenir. « Je veux faire de la réindustrialisation le cheval de bataille de notre redressement économique », assure le candidat de Reconquête. Anne Hidalgo abonde, estimant que « nous devons réindustrialiser nos territoires car c'est la base de la production de valeur ».

18h35 : Péresse promet « deux fois plus d'économies que de dépenses » dans son programme

« J'assume d'être la seule candidate qui propose deux fois plus d'économies dans son programme que de dépenses », a affirmé Valérie Péresse devant un parterre d'industriels. Répétant sa proposition de baisser de 10 milliards d'euros les impôts de production, elle a assuré : « Je pérenniserai toutes les réformes fiscales faites pendant le quinquennat, pas question de revenir en arrière ».

Quant à l'apprentissage, son objectif est « d'avoir 1 million d'apprentis en 2027 », a assuré la candidate LR, qui compte aussi « confier les lycées professionnels aux régions » pour qu'ils soient « totalement en alternance ».

Présidentielle. Macron envisage de repousser la retraite à 65 ans, Mélenchon veut unir la gauche

[Ouest France – 9.03.22](#)

14h49 - Marine Le Pen parlera métallurgie dans quelques minutes

La candidate RN doit s'adresser dans quelques minutes à l'UIMM (Union des industries et métiers de la métallurgie), à la Maison de la Mutualité à Paris. Elle abordera l'emploi et la "nécessité de réindustrialiser" la France.

15h52 - Valérie Péresse répond, à son tour, à l'UIMM

La candidate LR vient présenter son projet de "réindustrialisation de la France". "Il faudra prendre un certain nombre de décisions courageuses", prévient-elle, à commencer par "baisser vos impôts de production". Pour cela, "il faudra dépenser moins", explique-t-elle. Valérie Péresse promet par ailleurs un "choc de simplification", "une débureaucratization massive".

16h27 - Valérie Péresse est devant l'UIMM

La candidate LR s'adresse à l'Union des industries et métiers de la métallurgie en ce moment-même.